

DÉCLARATION DE SOUTIEN ET DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Le Réseau intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale Solidaire RIPESS, composé d'organisations, entités, groupes et réseaux dans l'ensemble des continents, prend position pour la solidarité et contre toute violence à leur encontre, ainsi que contre les guerres.

Si nous sommes choqué.e.s par les violences contre la population israélienne du 7 octobre, même si elles ne s'inscrivent pas dans un vide historique, nous sommes particulièrement opposé.e.s aux violences qui touchent la société civile palestinienne qui à ce jour, le 6 novembre, ont tué 10 022 personnes, selon le Ministère de la Santé de Gaza. Parmi elles, 4104 sont des enfants. Entre-temps, l'armée israélienne affirme avoir complètement encerclé la ville de Gaza et devrait y pénétrer dans les prochaines heures. La ville de Gaza abrite 40,6 % de la population palestinienne, soit 2,26 millions de personnes sur 5,48 millions d'habitants, selon les données de 2023. Quatre habitants sur dix ont moins de quinze ans, et la moitié de la population est constituée de femmes. Le nombre de blessé.e.s s'élève à 21 000. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugié.e.s de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a déclaré porté à 64 le nombre de ses employé.e.s tué.e.s par les bombardements israéliens, et d'autres ONG internationales déplorent aussi des morts.

Nous appelons au respect des traités internationaux de la Convention de Genève et soutenons l'appel du secrétaire général des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu et de l'acheminement de l'aide humanitaire, qui est largement insuffisante à l'heure actuelle et couvre moins de 3 % des besoins quotidiens de Gaza en eau et en nourriture.

Nous condamnons tous les actes de guerre et l'occupation des territoires de Cisjordanie et de Gaza, comme le stipulent les résolutions de l'ONU déclarant leur occupation illégale. Nous considérons que le peuple palestinien a le droit d'exister et de rester sur sa terre ancestrale: la communauté internationale doit garantir le droit à l'autodétermination des peuples.

Nous condamnons la position des pays occidentaux, en particulier des États-Unis: ne pas exiger le respect des résolutions de l'ONU est répréhensible et hypocrite. Lorsque d'autres pays ont refusé de se conformer à une résolution de l'ONU, la condamnation a été sévère. Les griefs historiques de la Nakba doivent être reconnus, tout comme les droits fonciers du peuple palestinien qui souffre d'une politique coloniale depuis presqu'un siècle et qui est assiégé depuis des années, ce qui a pour résultat que 65 % du peuple palestinien vit à Gaza dans une vulnérabilité absolue. Nous déclarons ensemble : Stop! Cela suffit! Pas un mort de plus!



À moyen terme, **nous devons travailler sur les causes profondes du problème** et coopérer pour la paix et le dialogue sur les droits humains, le droit de vivre dans la solidarité, la démocratie, l'égalité et le respect mutuel, quelle que soit l'origine, la religion. Sinon, la paix durable n'existera jamais.

À court terme, **notre appel s'adresse également au peuple israélien** pour qu'il exige de ses dirigeants qu'ils mettent fin à ce génocide et qu'ils reconnaissent pleinement les droits humains du peuple palestinien. Nous nous joignons à l'appel urgent du Secrétaire général de l'ONU pour un cessez-le-feu et le respect de toutes les conventions internationales pour la protection des populations civiles.

ARRÊTEZ LE GÉNOCIDE! ARRÊTEZ L'OCCUPATION! CESSEZ LE FEU! ÇA SUFFIT!